

Forte de ces décisions et de multiples travaux le plus souvent d'origine gouvernementale, la politique de diffusion des données publiques juridiques s'est concrétisée par le décret du 7 août 2002 créant le service public de la diffusion du droit par l'internet. Il est mis fin au régime de la concession. Au régime de diffusion en ligne payante est ainsi substitué celui de la gratuité, notamment des décisions et arrêts du Conseil constitutionnel, du Conseil d'État, de la Cour de cassation et du Tribunal des conflits, ainsi que d'une sélection des décisions des autres juridictions administratives, judiciaires et financières. Il met par ailleurs en place un dispositif permettant, moyennant l'octroi de licences, la réutilisation des données au seul coût de leur mise à disposition. L'accès quasiment gratuit est donc instauré et généralisé aux bases de données publiques juridiques.

La discussion en deuxième lecture devant l'Assemblée nationale du projet de loi sur la confiance dans l'économie numérique a été l'occasion d'un débat sur la politique de diffusion des données publiques. L'adoption contre l'avis du gouvernement d'un amendement fortement inspiré du projet de loi devenu caduc sur la société de l'information réaffirme d'une part le principe de la "mise à la disposition de toute personne qui en fait la demande des données numérisées collectées ou produites, dans l'exercice de leurs missions de service public par les personnes publiques ainsi que par les personnes privées chargées d'une telle mission", d'autre part l'exigence de gratuité des "données essentielles". La jurisprudence en fait certainement partie. Mais le Sénat devra à son tour se prononcer sur ces dispositions qui font suite à l'adoption de la Directive européenne du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du secteur public.

e) La politique de diffusion de la jurisprudence doit en effet s'inscrire dans l'encadrement juridique européen.

L'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme reconnaît à toute personne la liberté de communiquer comme de recevoir des informations. A cet égard le rôle de la diffusion de la jurisprudence dans l'accessibilité et la prévisibilité du droit est affirmé depuis longtemps.

Pour la Cour européenne des droits de l'homme en effet, la loi ne se réduit pas à une définition organique mais désigne "d'une manière générale le droit objectif d'un État"; elle doit être suffisamment prévisible et accessible, ce qui suppose sa publication et cette exigence, qui peut être satisfaite "par toute manière appropriée", est régulièrement contrôlée. Il s'agit soit de permettre d'assurer aux justiciables "le degré minimal de protection voulu par la prééminence du droit dans une société démocratique" ainsi que la connaissance de leurs droits et obligations, soit de mettre les États en mesure de justifier de leurs éventuelles ingérences lorsqu'elles ne sont pas prévues par les textes.